



Déclaration de l'UF CGT DIRCE au CSA du 24 juillet 2025

Depuis le 14 mai à l'issue de l'accident mortel de notre collègue Frédéric à la DIRIF, l'UF CGT DIRCE avait décidé de boycotter toutes instances, tant que le ministère n'aurait pas répondu à certaines de nos revendications. D'autant plus que le ministre des transports Mr Tabarot, gardait une position contre celles-ci, pourtant toutes légitimes, position réitérée le 25 juin dernier, puis ce 22 juillet.

Afin de faire avancer et mettre la pression, plusieurs actions ont été menées dans plusieurs DIR. En DIRO, DIRCO et même chez nous à la DIRCE, lors de la FSSSCT exceptionnelle du 18 juillet, avec la venue d'une délégation d'agents. En parallèle, des élus comme des députés et sénateurs, ont été rencontrés, pour leur exposer nos problématiques. A l'unanimité des personnes rencontrées, ces derniers ont compris la souffrance et les problématiques que nous revendiquons et ont donc chacun envoyé un courrier aux ministres pour nous aider. Nous savons également que des chefs de services ont pris fait et cause pour nos revendications, ce qu'il faut souligner.

L'ensemble de ces actions a certainement contribué au fait que le ministre évolue sur certains sujets. Mr Tabarot pourtant hostile à nos demandes sur la bonification du service actif, a finalement décidé de porter cette revendication, en s'engageant à remettre un courrier lors du conseil des ministres au ministre en charge de la transformation de la FP, chose inédite et franchissant un cap dans ce long cheminement. Mais nous restons vigilants sur les suites. Concernant le CSA de réseau, le ministre reste sur sa position, en n'en voyant pas l'utilité voir même il considère l'inverse. Sur ce sujet il est dommage de ne pas avoir l'appui de l'ensemble des organisations syndicales qui sont contre cette proposition. Nous ne comprenons pas d'autant plus qu'elles réclament plus d'homogénéité sur la mise en place des pratiques et procédures des DIR, une incohérence pour nous. Une position qui est bien dommage, car le ministre changerait de position avec un élan collectif. Le CSA de réseau permettrait justement de pouvoir harmoniser l'application territoriale de tous ces sujets. Toutefois, le ministre a proposé qu'un CSA spécial DIR se tienne en septembre, sur ce sujet également les lignes bougent.

C'est pourquoi, pour ces raisons, en lien avec nos revendications et le boycott lancé, l'UF CGT DIRCE a décidé de revenir à la table du dialogue social. Un pas a été fait, nous en faisons un de notre côté. Mais attention, nous restons vigilants, car les sujets ne sont pas entérinés et d'autres sont toujours mis de côté et ne répondent pas à nos demandes, le feu n'est pas éteint, il couve toujours.

L'UF CGT DIRCE